

## Démondialisation ou dé-démocratisation du monde? L'avenir de la gauche globale se joue maintenant

di Christian Laval

### 1. *Introduction*

Parler de «crise de la mondialisation néolibérale» suppose de faire le bilan d'un «globalisme» qui, sans avoir le moins du monde fait disparaître la logique de souveraineté des États, laquelle reste au fondement de l'ordre institutionnel international, a néanmoins élargi et renforcé un espace commercial et financier mondial régi par la «loi de l'accumulation». Cet espace n'a jamais été le monde harmonieux qu'ont cherché à «vendre» aux opinions publiques les idéologues néolibéraux. C'est une vue de l'esprit typiquement néolibérale que d'avoir fait croire à un «village global», à un monde «plat» ou «lisse», à une disparition des souverainetés étatiques. Nous avons affaire à un espace politico-économique sur lequel se déroule un affrontement entre États, acteurs essentiels en tant qu'appuis logistiques de la compétition entre entreprises mondialisées. Jamais le globalisme doctrinal n'aurait pu se passer en pratique des États, de leurs modes de légitimation électoral et parlementaire, comme de leurs forces coercitives pour imposer aux populations des règles du jeu sociales socialement régressives. En somme, la fameuse «compétition économique» a toujours eu besoin du bras armé des États.

Cet espace mondial a d'abord été organisé par les États occidentaux au bénéfice des pays capitalistes les plus avancés. Il a permis aux grands oligopoles multinationaux de pousser très loin la fragmentation de la chaîne de valeurs en fonction des coûts différentiels de production. Remettant en cause les dernières marges d'autonomie qu'accordaient le libre échange encadré du GATT et les politiques keynésiennes, la «nouvelle raison du monde» néolibérale dès la fin des années 1970 a imposé des règles uniformes en matière de finance et de

commerce. L'Occident néolibéral a semblé un temps régner en maître, tandis que le système totalitaire du communisme d'État prenait l'eau. Pourtant rien ne s'est exactement passé comme prévu.

Cet ordre mondial est en train d'être bousculé, et d'abord par la montée en puissance de la Chine et de l'Inde. Les illusions du «doux commerce» s'effondrent. L'actuelle reconfiguration des rapports de force et des interdépendances est marquée par la montée d'un nationalisme agressif, exploité par les gouvernements comme ingrédient principal de nouvelles guerres mondiales. Nous vivons en «état de guerres». Guerres commerciales et monétaires, guerres de classe, guerres culturelles, guerres climatiques, guerres civiles ethno-religieuses, guerres ouvertes entre nations et guerres latentes entre blocs de puissance, toutes se mêlant, se superposant, ou s'hybridant dans un chaos général. L'un des aspects les plus remarquables de ces guerres c'est qu'elles conjuguent la guerre des États contre leurs populations (ou une partie d'entre elles) et la guerre contre d'autres États. Cette conjugaison a pour effet global d'affaiblir les démocraties occidentales déjà anémiées par le néolibéralisme, mais de mettre aussi en question toutes les alternatives démocratiques au capitalisme et à l'étatisme. «L'alternative» qui se dessine aujourd'hui est très loin des espérances en un ordre plus juste et plus démocratique. La dé-démocratisation généralisée, accélérée par l'état de guerres multiples, est un défi majeur pour la gauche mondiale.

Il convient de se demander en premier lieu comment la mondialisation a engendré une crise générale des institutions de la démocratie libérale et un discrédit très large de l'Occident. D'où viennent les forces nationalistes, identitaires, autoritaires, impérialistes qui aujourd'hui s'affirment y compris au sein de ces «vieilles démocraties» ?<sup>1</sup>

La seconde question concerne la gauche à l'échelle internationale. On a pu penser il y a peu qu'avec l'altermondialisme une «gauche globale» était en gestation, opposée à une «droite globale» (Immanuel Wallerstein). Les colères et frustrations populaires à l'encontre d'une politique de mondialisation affaiblissant toujours plus les «acquis sociaux», accroissant inégalités et précarité, n'ont pas débouché sur une alternative de gauche et, à terme, le renversement de l'ordre néolibéral. Les grandes mobilisations démocratiques des années 2010-2016, à la

<sup>1</sup> Cette question n'est pas nouvelle. Elle a été exposée il y a plus de dix ans par Dani Rodrik dans *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy*, W.W. Norton, New York and London 2011.

— Christian Laval, Démondialisation ou dé-démocratisation du monde? —

suite de la crise financière de 2008, ont été brisées par une contre-révolution autoritaire mondiale sans que les classes populaires n'aient été en mesure de s'y opposer. Pire : ces dernières ont été privées de toute capacité politique autonome et ont pu, pour partie, soutenir la réaction anti-démocratique. Comment redéfinir une voie de gauche aujourd'hui en dépit de toutes ces adversités ? Tel est l'enjeu ultime de cet article.

## 2. *La démondialisation, vraiment?*

On a décrété la venue d'une nouvelle ère des États-nations aussi vite qu'on avait décrété leur disparition. Or, les «acquis» de la mondialisation n'ont pas disparu et ne sont pas près de l'être : parmi les tendances actuelles, citons la concentration oligopolistique, l'évasion fiscale des grands groupes et des riches particuliers, le poids du commerce des biens matériels et immatériels dans la production et la consommation, les investissements directs à l'étranger, les transports internationaux, la globalisation financière, les règles supra-étatiques produites par les institutions internationales et les tribunaux d'arbitrage, sans oublier l'augmentation des migrations internationales malgré les politiques restrictives prises après la crise sanitaire du covid-19. Cette mondialisation a été d'autant plus porteuse d'illusions quant à la pérennité de la croissance et à la solidité du capitalisme qu'elle s'est accompagnée de phénomènes historiques considérables et tous liés entre eux : la chute du communisme bureaucratique d'État dans l'Europe de l'Est, l'extension de la marchandisation et de la logique propriétaire à tous les niveaux de la vie notamment par le renforcement des droits de propriété intellectuelle, la baisse des coûts salariaux par la mise en concurrence des salariats à l'échelle du monde, la montée rapide des économies dites émergentes, la désindustrialisation des vieilles régions industrielles, la crise des forces de résistance au capitalisme, syndicales et politiques, la disparité des chances d'emploi et l'inégalité des revenus liées à la restructuration des économies nationales intégrées dans la nouvelle division du travail. La mondialisation néolibérale, ne l'oublions pas, a été une réponse «géniale» des forces dominantes à «l'ingouvernabilité» (selon l'expression de la Trilatérale), des sociétés dans lesquelles la lutte des classes semblait tourner toujours plus à l'avantage des classes dominées. Elle a permis le passage d'un État Provi-

dence à un État Concurrence qui a réordonné les impératifs politiques, les groupements sociaux et les alignements idéologiques.

Si l'on assiste à des relocalisations très partielles de l'industrie sur certains segments de production, ce phénomène s'inscrit dans un mouvement plus vaste de réorganisation des grandes entreprises multinationales qui cherchent avant tout à contrôler leurs chaînes de valeur souvent jugées trop dilatées et trop exposées à des aléas politiques, militaires ou climatiques. Enfin on assiste aujourd'hui à des délocalisations très importantes dans le secteur des services vers des pays à coûts salariaux plus bas, sur fond d'universalisation des outils numériques. Incontestablement, il est bien difficile de parler de «démondialisation». Il s'agit plutôt de tendances contradictoires liées aux intérêts et aux stratégies des grands groupes oligopolistiques plus que jamais les acteurs centraux de la mondialisation, ne serait-ce que par le montant de leurs investissements à l'étranger, par le façonnement unificateur des marchés qu'ils favorisent, par la pression qu'ils opèrent sur les pouvoirs publics pour utiliser le meilleur des infrastructures publiques sans avoir à les financer par l'impôt. L'avenir dira si la décarbonation des économies, le renchérissement éventuel du transport maritime, le rôle croissant de l'Intelligence artificielle dans les processus productifs, les tensions et conflits internationaux notamment entre États-Unis et Chine, les catastrophes climatiques à répétition conduisent à un néo-mercantilisme généralisé comme certains l'anticipent.

### *3. La grande polarisation du monde*

Ce qu'on appelle parfois la nouvelle donne mondiale tient à la montée en puissance des économies et particulièrement des groupes oligopolistiques chinois et indiens. Sur le plan économique, le poids de la Chine dans le produit intérieur brut (PIB) mondial a atteint environ 20 %, contre 2 % en 1980 alors qu'il reculait de 63 % à 42 % pour l'ensemble des pays occidentaux. La Chine est explicitement désignée par les dirigeants américains comme un potentiel ennemi sur la scène mondiale et elle apparaît maintenant aux yeux des Européens comme un «rival systémique», ce qui n'empêche pas les interdépendances de plus en plus déterminantes dans les rapports entre Chine et États-Unis (elle représente 20 % des importations de ses derniers et 12 % de ses exportations) et entre Chine et Europe (elle représente

— Christian Laval, Démondialisation ou dé-démocratisation du monde? —

9 % des exportations de l'UE, 20 % de ses importations et plus de 10 % de ses investissements étrangers). On est encore très loin d'un découplage des économies, mais la situation pourrait changer. Les États-Unis, puissance en relatif déclin, entendent réassurer leur hégémonie et, pour ce faire, ont déclaré une véritable guerre économique à la Chine sur le plan commercial. La Chine de son côté ne cache plus ses ambitions de devenir à terme la première puissance économique mondiale, ambition qui était déjà visible depuis au moins deux décennies, mais dont les Occidentaux aveuglés par leur croyance naïve dans les effets pacificateurs et démocratisants du «doux commerce» n'ont pas voulu tenir compte, trop intéressés par l'Eldorado des profits à réaliser dans l'usine du monde.

L'enjeu géopolitique de cette confrontation se découvre au grand jour. Deux grands pôles de puissance s'affirment, avec autour d'eux de potentiels satellites. Le premier pôle s'organise autour de la Chine et comprend aujourd'hui de nombreux pays de l'ancien Tiers monde qui veulent échapper à la domination occidentale. La Russie à l'ouest constitue le principal allié de la Chine, permettant grâce à ses propres visées impériales de «fixer» des forces adverses dans un conflit armé en Ukraine bien utile pour affaiblir «l'Occident global». Les BRICS, en dépit de leur hétérogénéité, forment aujourd'hui le cadre institutionnel de cette alliance alternative, regroupant les États puissants du «Sud global» les moins démocratiques, les plus désireux de se passer des normes morales et juridiques d'un libéralisme politique considéré comme la quintessence de l'impérialisme occidental, et surtout états-unien. Le «non-alignement» prôné par la Chine et revendiqué par les BRICS s'aligne en réalité sur des positions hostiles à toutes les formes de démocratie, des plus minimales aux plus exigeantes<sup>2</sup>.

Les Nord-américains, de leur côté, hésitent à choisir entre la splendide isolement d'une «première puissance» barricadée dans ses frontières et une relance d'un globalisme militaro-économique. Quant aux Européens ils sont loin d'avoir dit leur dernier mot en matière de puissance mondiale, mais il faut convenir qu'ils ne sont pas encore en mesure, s'ils le seront jamais, de rivaliser avec les deux autres pôles. En tout

<sup>2</sup> L'élargissement récent des BRICS à l'Iran, à l'Égypte ou à l'Arabie Saoudite (24 août 2023) vient renforcer encore plus la nature anti-démocratique de cette alliance entre États du «Sud global». Le Brésil fait exception. Son dirigeant actuel donne la priorité à la multipolarisation du monde pour affaiblir la surpuissance des États-Unis.

état de cause, nous sommes entrés dans une ère nouvelle de confrontation dont l'enjeu est la redéfinition d'un «nouvel ordre mondial».

#### 4. *L'âge des hybridations*

On fait souvent comme si le changement majeur de la période était ce qu'on appelle faussement «le retour des États», voire la «restauration de la souveraineté d'État». Ce qu'on observe pour l'instant dans les démocraties capitalistes n'est pas tant le rétablissement d'un ordre mondial néo-mercantiliste que l'ajout aux politiques néolibérales d'une dose de protectionnisme douanier et de réindustrialisation nationale et surtout d'une forte dose de relance keynésienne, au prix d'un déficit budgétaire massif et d'un endettement accru. Les gouvernements néolibéraux ne peuvent en l'occurrence être accusés d'un dogmatisme extrême, ils s'adaptent au mieux des intérêts de leurs entreprises, de la croissance interne et de l'emploi national, et ce pour surmonter à des prix toujours plus élevés les crises qui se succèdent. Mais ce n'est sûrement pas la «fin du néolibéralisme»<sup>3</sup>. On observe plutôt l'apparition d'une hybridation aux multiples dimensions entre l'État néolibéral et des logiques hétérogènes. Aux États-Unis, l'inflexion prend une dimension très nettement keynésienne sous forme de dépenses publiques massives accompagnées d'un soutien remarquable à l'industrie nationale. L'Union européenne semble plutôt se diriger vers un «régionalisme néolibéral» dans le cadre d'une réorganisation de la production mondiale et d'un changement dans le «jeu» de la concurrence internationale. Ce régionalisme est stimulé par la prise de conscience des «interdépendances stratégiquement risquées» qui sont apparues au moment de la crise du Covid-19 (masques, vaccins, principes actifs de nombreux médicaments). La fragmentation des chaînes de valeur, réservant l'innovation aux pays développés et reléguant la fabrication industrielle des produits en masse aux pays émergents, a conduit à des ruptures d'approvisionnement voire à des chantages. L'Union européenne s'en est rendu compte une deuxième fois avec l'agression de la Russie sur l'Ukraine à propos cette fois du pé-

<sup>3</sup> Sur ce point, nous sommes en désaccord avec la thèse de Wolfgang Streek qui assimile les tendances néo-keynésiennes et néo-mercantilistes actuelles à la fin du néolibéralisme. Cf. Wolfgang Streek, *Entre globalisme et démocratie, L'économie politique à l'âge du néolibéralisme finissant*, Gallimard, Paris 2003.

— Christian Laval, Démondialisation ou dé-démocratisation du monde? —

trole et du gaz. Ce recentrement sur le marché intérieur au nom de la «souveraineté européenne» prônée par Macron est évidemment riche de contradictions dans la mesure où les différents États européens ont des intérêts divergents, comme on l'a vu lorsque beaucoup de leurs dirigeants se sont précipités en Chine pour neutraliser les effets sur leurs pays de la nouvelle orientation «offensive» de la Commission européenne.

Une chose est certaine, ce souverainisme renouvelé s'embarrasse peu de droits de l'homme, de libertés publiques, de démocratie. L'heure est aux affrontements de puissance. Jamais les «valeurs» n'ont eu si peu de place, sinon de façon instrumentale et stratégique dans la «guerre culturelle». Et le «retour de l'État» n'est pas seulement économique, il est politique aussi, avec l'accentuation de sa domination autoritaire sur les populations. Le néolibéralisme hybride des États capitalistes occidentaux a de moins en moins besoin des formes «classiques» de la démocratie libérale à l'heure des luttes aiguës de puissance entre États.

### 5. *La dé-démocratisation du monde*

Les Occidentaux et au premier chef les États-Unis ont cherché à exporter dans le monde la «Démocratie de marché», parfois à coups d'interventions militaires, nouvelle version de la «politique de la canonnière», et plus souvent par la pression économique et financière. Les interventions occidentales en Irak, en Afghanistan, en Lybie, dans le Sahel, et ailleurs, ont été des échecs. Le respect par les pays occidentaux du droit international dont ils se réclament dans le cas de l'agression russe contre l'Ukraine apparaît comme une hypocrisie. Et la longue tolérance à l'égard de la colonisation de la Cisjordanie et du blocus de Gaza par l'État israélien est une preuve constante du sacrosaint principe «deux poids, deux mesures» dont on voit les dégâts humains qu'ils font depuis le déclenchement de la réponse disproportionnée de l'armée israélienne aux attaques terroristes du 7 octobre.

Notons d'abord ce que peut avoir de fallacieux l'opposition trop schématique entre un bloc dictatorial et un bloc libéral. L'Occident n'est pas ce porteur vertueux de valeurs humanistes et émancipatrices à travers le monde comme le prétendent ses leaders. Le soutien apporté par le «monde libre» à de nombreux régimes dits «illibéraux» et cor-

rompus l'atteste. Les démocraties capitalistes de l'Ouest subissent par ailleurs depuis longtemps une crise de croyance et de légitimité qui les mine, au point qu'une partie de leurs populations voit les «régimes forts» comme des alternatives possibles voire souhaitables à la démocratie libérale. Plus que de démondialisation, nous assistons à une dé-démocratisation généralisée. Elle a plusieurs aspects : le renforcement interne des régimes autoritaires et totalitaires, leur alliance à l'échelle mondiale, et l'effet domino sur les démocraties qui tombent les unes après les autres. Une grande coalition des ennemis des démocraties capitalistes est en train de s'organiser, non pas parce qu'elles sont capitalistes mais parce qu'en elles se maintiennent même affaiblies des institutions et des lois qui incarnent, plus ou moins d'ailleurs, les grands principes du libéralisme politique. Ces libertés maintenues, les dictatures qui font face à des révoltes populaires ou qui les craignent ne peuvent les admettre ni en leur sein ni en dehors. Les nouvelles puissances économiques et géopolitiques de la Chine, de l'Inde, de l'Iran et de la Turquie, de l'Arabie saoudite s'accordent ainsi sur une politique mondiale qui vise à écarter tout risque de contamination démocratique.

Ici, il ne faut pas seulement considérer les dimensions économiques de cette polarisation comme le font la plupart des commentaires. Ce consortium anti-démocratique est une réaction extrêmement violente au mouvement profond qui a soulevé depuis une vingtaine d'années dans le monde entier des populations aspirant à plus de liberté. Cette réaction mondiale des dictatures tente par tous les moyens, y compris l'agression militaire, de clore la période des mobilisations populaires démocratiques. Et c'est pourquoi elle a aussi ses relais dans les pays capitalistes occidentaux, dont la crise alimente une réaction anti-démocratique endogène. Il n'est en effet pas très difficile de repérer les points de jonction idéologiques entre ces forces internes d'extrême droite et ces dictatures aussi plurielles soient-elles. Évidemment les régimes et les systèmes de ces dictatures peuvent différer. Le système mafieux de la Russie poutinienne, le totalitarisme chinois, la monarchie nord-coréenne, la théocratie chiite iranienne, les juntes militaires asiatiques ou africaines, le fondamentalisme islamiste ont un point commun : la dénonciation des «valeurs occidentales», et au premier chef le refus du pluralisme libéral et des libertés individuelles et collectives qui demeurent un acquis des luttes passées dans les démocraties capitalistes. Ce grand *backlash* réactionnaire mondial n'épargne en réalité aucun de ces acquis : droits sociaux et syndicaux, droits des femmes et des minorités, liberté d'expression et de réu-

— Christian Laval, Démondialisation ou dé-démocratisation du monde? —

nion. Et ce sont précisément les mêmes cibles que visent des candidats pudiquement appelés «autoritaires» à l'intérieur des démocraties capitalistes dont le modèle achevé est Trump. De Zemmour à Meloni, de Abascal à Milei, on sent monter une même hargne contre la «décadence des moeurs», une même rage contre l'Étranger, une même haine farouche des libertés démocratiques. L'Internationale réactionnaire et répressive est partout à l'offensive au nom d'un nouvel ordre international fondé sur le rejet universel de la démocratie sous toutes ses formes.

### 6. La gauche globale en péril

Ce processus de dé-démocratisation hypothèque l'espoir d'une nouvelle «gauche globale». Au début des années 2000, le concept de «gauche globale» entendait désigner la réalité nouvelle produite par l'altermondialisme, défini comme une «globalisation contre-hégémonique». Boaventura de Sousa Santos en a donné la première formulation dans son livre *The Rise of the Global Left: The World Social Forum and Beyond* (2006)<sup>4</sup>, insistant notamment sur le réveil d'un clivage droite/gauche au niveau mondial après des décennies de violence néolibérale et de crises multiformes des gauches à travers le monde. Le concept a été repris plus tard par Immanuel Wallerstein dans un texte stimulant, *La gauche globale. Hier, aujourd'hui, demain* (2017)<sup>5</sup>. Wallerstein voulait croire que cette gauche globale rassemblait d'ores et déjà de façon informelle tous les mouvements qui continuaient de se réclamer de «l'esprit de Porto Alegre» contre les forces capitalistes et étatiques qui mettaient en œuvre «l'esprit de Davos». Certes les deux auteurs ne s'accordent pas sur le sens à donner au terme de «gauche globale». Pour Wallerstein, il s'agit d'un terme générique qui désigne plusieurs types de gauche depuis la Révolution française. Aussi quand il parle de «gauche globale», il importe de savoir de quelle époque du «capitalisme historique» il parle. La «nouvelle gauche globale» en train de naître est celle que Sousa Santos qualifie, lui, plus simplement

<sup>4</sup> B. De Sousa Santos, *The Rise of the Global Left: The World Social Forum and Beyond*, Zed Press, London 2006. <http://www.boaventuradesousasantos.pt/pages/pt/livros/the-rise-of-the-global-left.php>

<sup>5</sup> I. Wallerstein, *La gauche globale. Hier, aujourd'hui, demain*, Les éditions de la Maisons des sciences de l'homme, Paris 2017.

de «gauche globale», car avant l'émergence d'une «globalisation alternative», justement rien de tel n'existait selon lui<sup>6</sup>.

L'intérêt de ce concept tient à ce qu'il situait l'enjeu politique central au niveau du système-monde. L'altermondialisme était porteur d'un projet d'organisation internationale bien différent de l'ordre global néolibéral, il était censé donner naissance à un regroupement de forces démocratiques capables de renverser les oligarchies capitalistes et étatiques regroupées quant à elles dans une «droite globale». Wallerstein ne prétendait pas lire dans une boule de cristal pour savoir qui de la gauche globale ou de la droite globale allait l'emporter mais il avait au moins dessiné une ligne de front assez claire et délimité le terrain des luttes à venir.

Or, plus de dix ans près, on se rend compte que le paysage est complètement bouleversé. Wallerstein n'a pas pu prendre suffisamment en compte la montée en puissance de la Chine, les vellétés impériales archaïques de la Russie ou encore les stratégies de puissance régionale de la Turquie, et bien d'autres phénomènes de perturbation du système-monde. En d'autres termes, l'ordre néolibéral sous hégémonie occidentale est aujourd'hui moins menacé par la «gauche globale» comme le pensait l'historien américain, qu'engagé dans une confrontation complexe avec des ennemis qui composent une partie du «Sud global». La complexité extrême de la situation réside en particulier dans le fait que loin de favoriser les forces les plus démocratiques au sein des pays capitalistes, cette confrontation contribue à l'inverse à renforcer les dynamiques anti-démocratiques en leur sein.

Cette confrontation affecte la possibilité même d'une «gauche globale». Au lieu d'affronter cette complexité, la gauche se divise en obéissant à certains vieux réflexes. Cet éclatement des gauches a trouvé son illustration dans les positions divergentes prises à l'égard de l'agression impérialiste de la Russie de Poutine contre l'Ukraine. Un certain nombre d'organisations de gauche renvoient dos à dos l'agresseur et l'agressé, au lieu de condamner clairement la violation flagrante du droit international et les crimes de guerre multiples commis par Poutine et son armée. On peut avancer tous les arguments que l'on veut - l'hypocrisie occidentale qui tolère la colonisation illégale des Territoires palestiniens et ferme les yeux sur le massacre des populations civiles à Gaza, l'interventionnisme nord-américain partout dans le

<sup>6</sup> B. de Sousa Santos, *The Rise of the Global Left*, cit., p. 5.

— Christian Laval, Démondialisation ou dé-démocratisation du monde? —

monde, le colonialisme sournois de la France en Afrique, la corruption en Ukraine-, il n'en demeure pas moins que la Russie poutinienne est «redevendue» un Empire autoritaire et brutal en mal de territoires à annexer et de démocraties balbutiantes à écraser et qu'elle ne peut en aucun cas être une «alliée» objective de la cause progressiste.

Pour des raisons historiques, la gauche a été marquée par la lutte anti-coloniale et anti-impérialiste. Les manifestations les plus concrètes de cette gauche globale dans le passé ont eu lieu lorsqu'il s'est agi de dénoncer les agressions impérialistes au Vietnam, en Amérique latine, en Irak ou en Afghanistan. Le biais de cet héritage consiste à faire encore de l'Occident l'ennemi exclusif des forces progressistes. C'est oublier que la Russie est aussi une puissance impériale, de même que la Chine ou la Turquie. On aurait pu espérer qu'après la catastrophe historique du totalitarisme dit «communiste» les forces se réclamant de la gauche aient été vaccinés de toute sympathie pour des régimes liberticides, profondément réactionnaires, voire fascistes. Hélas le «campisme» d'une partie de la gauche se survit à lui-même en dépit de la disparition du communisme d'État et de sa transformation en capitalisme mafieux (Russie) ou son durcissement totalitaire (Chine ou Corée du nord). Tout se passe comme si pour une partie de la gauche en Amérique latine et en Europe tout ce qui est censé remettre en cause l'ordre international sous hégémonie états-unienne était bon à prendre, car la priorité stratégique serait d'affaiblir le plus possible cette hégémonie quitte à s'allier avec les régimes mafieux, fascistes, théocratiques ou totalitaires. Loin d'être encore porteuse d'un ordre mondial plus juste, la position de cette gauche campiste ne fait que légitimer le camp des dictatures existantes, partant, l'internationale de droite qui aspire à la généralisation de ce genre de modèles politiques.

Quand Lula met en équivalence l'agresseur russe et l'agressé ukrainien, il attaque directement ce qui pourrait constituer une gauche globale : non pas un accord entre États dans le cadre d'une politique de blocs de puissance, mais une alliance des peuples pour leur émancipation.

Il est temps de considérer plus lucidement l'état du monde et les conséquences des visées impériales des grands États. Cette logique impose que la gauche définisse une image claire du monde souhaitable. Et cette conception commence par le principe le plus élémentaire : le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes inscrit dans les Chartes internationales. C'est vrai de l'Ukraine comme de la Palestine,

indissociablement. Faute d'une ligne cohérente fondée sur les principes d'émancipation des individus et des peuples et sur l'impératif de protection de la planète, elle risque fort d'être l'auxiliaire dérisoire des guerres d'États. C'est même à la gauche globale, si une telle réalité politique peut advenir un jour, de dessiner un nouvel ordre mondial qui ne serait pas le terrain d'affrontement de puissance des souverainetés d'État.

### Abstract

La tesi della de-globalizzazione come processo dominante deve essere seriamente qualificata. Non stiamo assistendo a un declino massiccio del commercio e dei flussi di capitale, ma all'ascesa di nuove potenze economiche e a un confronto tra poli politici ed economici. In questa polarizzazione, gli Stati che non sono mai scomparsi sono protagonisti di una guerra dalle molteplici dimensioni. Questa guerra è sia la causa che la conseguenza di una diffusa de-democratizzazione: l'alleanza delle dittature, l'ascesa dell'estrema destra nei Paesi capitalisti, la repressione delle forze democratiche. Invece di dare corpo a una "sinistra globale", stiamo assistendo alla sua frammentazione sotto l'effetto di vecchi riflessi campisti.

*The thesis of de-globalisation as the dominant process needs to be seriously qualified. We are not witnessing a massive decline in trade and capital flows, but the rise of new economic powers and a confrontation between political and economic poles. In this polarisation, the states that have never disappeared are major players in a war with multiple dimensions. This war is both the cause and the consequence of widespread de-democratisation: the alliance of dictatorships, the rise of the extreme right in capitalist countries, the repression of democratic forces. Instead of giving substance to a «global left», we are witnessing its splintering under the effect of old campist reflexes.*

Parole chiave: globalizzazione, de-globalizzazione, de-democratizzazione, neoliberalismo, sinistra globale, imperialismo.

Keywords: globalisation, de-globalisation, de-democratisation, neoliberalism, global left, imperialism.